

Les audiovisuels publics européens pris pour cible

LaScam alerte sur la crise profonde qui menace l'audiovisuel public en Europe. Selon le rapport publié en juillet 2025 par Reporters Sans Frontières, plus de la moitié des 27 États membres de l'Union européenne voient leurs diffuseurs publics soumis à des pressions. Manifestes ou insidieuses, celles-ci impliquent souvent la délégitimation systématique, l'ingérence du pouvoir politique ou la réduction des financements. Ce mouvement de fond érode l'indépendance des médias publics et affaiblit les fondations des démocraties européennes. L'exemple récent de la BBC au Royaume-Uni où le montage, certes trompeur, d'un discours de Donald Trump a conduit à la démission du directeur général et de la directrice de l'information, ainsi qu'à une poursuite judiciaire pour diffamation engagée par le président américain — ce dernier réclamant une somme exorbitante, entre 1 et 5 milliards de dollars de dommages-intérêts — montre une facette des attaques contre les audiovisuels publics européens et illustre à quel point même ses institutions historiques sont fragilisées.

À l'Est de l'Europe, en Hongrie et en Slovaquie, une tendance autoritaire prévaut depuis plusieurs années, avec comme projet la création de médias d'État. Les médias publics hongrois ont été absorbés dans un dispositif centralisé et dépourvu d'autonomie éditoriale, réduits à un rôle de porte-voix du pouvoir. En Slovaquie, l'exécutif nomme un conseil qui peut intervenir directement sur les programmes de la Radio-télévision publique. En Italie, les pressions politiques sont moins directes mais bien réelles. Le pouvoir est à l'initiative de nominations stratégiques, et a été pointé du doigt pour des suppressions d'émissions (la série *Insider* de Roberto Saviano en 2023 ; le discours de l'écrivain Antonio Scurati en 2024) et des orientations éditoriales mettant en avant un récit national conservateur. Ce contexte délétère ne peut qu'engendrer les risques d'autocensure et de « normalisation » éditoriale.

Ailleurs, c'est la menace économique qui ronge les institutions. En Suisse, la SRG SSR a annoncé la suppression de 900 postes d'ici 2029 en raison de la baisse de ses ressources, alors qu'un référendum crucial pour l'avenir de la redevance est prévu en 2026. En Allemagne, plusieurs Länder ont imposé dès 2024 des restrictions budgétaires, et la réforme de 2025 implique notamment la suppression de dix-sept radios. En France, le projet de loi de finances 2026 prévoit une nouvelle réduction de 71 millions d'euros pour l'audiovisuel public, qui intervient après cinq années consécutives de baisses en euros constants entre 2019 et 2023 et la suppression de la redevance audiovisuelle en 2022. Ces contraintes ne sont pas anodines, la réduction des ressources signifie moins de documentaires, moins de reportages, moins d'investigation pour comprendre le monde ; un format par ailleurs régulièrement visé par les tenants de la privatisation.

Dans ce contexte délétère, seul le vote de l'European Media Freedom Act (2024) fait office de rempart. Ce texte prévoit notamment la stabilité des financements publics. LaScam rappelle que l'indépendance des médias audiovisuels publics n'est pas un luxe, c'est un choix de société, une condition de la démocratie. Les attaques actuelles, en Europe comme en France, rendent cet enjeu plus essentiel que jamais.